

## LE QUARTIER VU PAR LA MUNICIPALITE PARISIENNE 1978-2004.

### UN OUTIL POUR UNE GESTION DURABLE ?

(VERSION PROVISoire)

ANNE-LISE HUMAIN-LAMOURE, ATER UNIVERSITÉ PARIS 1, UMR 8504 GÉOGRAPHIE-CITÉS

L'articulation entre sociétés et territoires est un enjeu essentiel pour une gestion durable des espaces urbains. Dans ce contexte, la notion de « quartier » semble valorisée. Les politiques de la ville s'y sont souvent référées. La loi « démocratie de proximité » fait du quartier un échelon de concertation. Cependant, certains prônent le quartier-village, tout en fustigeant le quartier-communauté, tandis que d'autres annoncent la mort du quartier : le citoyen, toujours plus mobile aurait pour territoire la ville entière. Cette notion, couramment utilisée, est néanmoins rarement définie.

Or sa portée dans l'organisation de l'espace urbain dépend des critères sur lesquels cette notion est construite par les pouvoirs municipaux. Nous nous proposons donc d'analyser la façon dont la municipalité parisienne utilise et définit cette notion de la fin des années 1970 à nos jours dans sa gestion des territoires urbains.

Cette étude s'appuie sur le dépouillement du journal municipal de la Ville de Paris de sa création (1978) jusqu'en 2004. Ce média, particulier par sa forme, ses modes de diffusion et ses finalités (Boisseau, 1996, Gravend 1990) est particulièrement riche à analyser. Cet instrument de communication, de plus en plus valorisé par les municipalités, permet d'apprécier dans une certaine mesure, leurs réalisations, mais surtout les moyens mis en œuvre pour les mettre en place et les légitimer auprès de leurs administrés. Le relevé systématique des occurrences du terme quartier ou de toponymes désignant une portion d'espace assimilable à un quartier et leur contexte thématique d'énonciation, permet de cerner des évolutions dans l'emploi de la notion de quartier, dans les contextes de son utilisation, dans la définition de cette notion par les municipalités successives.

## 1 DE FORTES RUPTURES DANS L'UTILISATION DE LA NOTION DE QUARTIER PAR LES POUVOIRS MUNICIPAUX

Le nombre moyen d'occurrences « quartier » par numéro pour chaque année<sup>1</sup> permet de mettre en évidence de fortes ruptures durant la période 1978-2004 (fig.1).

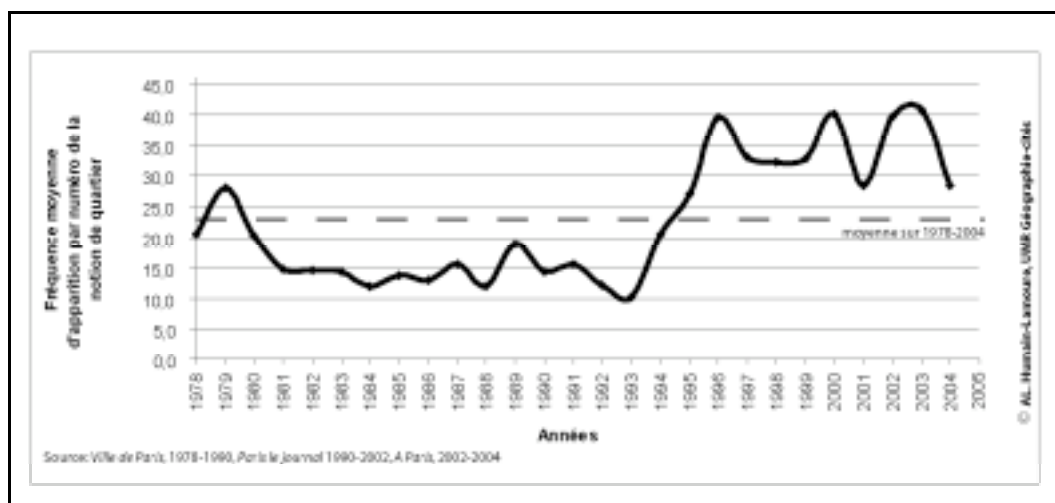


Fig. 1 Evolution de l'utilisation de la notion de quartier dans le journal municipal de Paris

Se dégagent trois phases principales<sup>2</sup>. Une première période (1981-1993) se marque par une utilisation faible du quartier. Le nombre moyen d'occurrences sur cette période (13,9) est largement inférieur à la moyenne globale (22,7). Les va-

leurs par année oscillent entre 10,1 et 15,5 occurrences par numéro : cette phase se caractérise par une certaine stabilité, à peine entamée par une légère baisse en 1988, accentuée par une légère remontée en 1989, et une baisse plus marquée en 1992 et 1993. La période 1997-2004 se caractérise par un emploi beaucoup plus important du quartier (34,5 en moyenne). Cette phase est marquée par de fortes fluctuations avec des pics en 2000, 2002 et 2003, une baisse en 1997 et 1998 et un véritable creux fin 2001- début 2002. Enfin, se dégage une période de transition entre 1994 et 1996 durant laquelle le nombre moyen d'occurrence par numéro augmente de façon quasi linéaire. En trois ans, le nombre d'occurrences par numéro est presque doublé.

Pour expliquer cette évolution, on peut émettre des hypothèses à trois échelles : un contexte politique général favorable au quartier, l'impact d'enjeux nationaux à Paris, les évolutions du paysage politique parisien.

### 1.1 Politique de la ville et démocratie locale : un engouement pour le quartier

La politique de la ville, dès le début des années 1980, valorise le quartier. La lutte contre l'exclusion urbaine et sociale passe par une action au niveau des quartiers dits tour à tour, « sensibles », « dégradés », « en difficultés ». La démarche du Développement Social des Quartiers (DSQ) et des conventions de quartier de 1982 à 1988, puis la politique de la ville de 1989 à 1994, enfin le Pacte de Relance à partir de 1995-1996 privilégie le quartier comme niveau d'intervention d'une politique de discrimination positive. La loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain en 2000 réaffirme encore le rôle du quartier comme échelon d'aménagement et d'action socio-économique, en accélérant notamment la mise en place de régies de quartier.

En 1995, la loi d'orientation dite loi Pasqua replace l'aménagement du territoire à l'échelle locale, entre autres, à celle des quartiers et évoque la création de conseils de quartier. La loi de Démocratie de proximité (2001) consacre le quartier comme échelon par excellence de la démocratie locale. Le quartier est donc mis en avant, considéré comme l'échelon idéal pour une démarche participative et une gestion de proximité.

Ce contexte général peut en partie expliquer cette forte croissance de l'utilisation du terme quartier qui apparaît comme une figure privilégiée du « local » opposée au « global » sur l'ensemble de la période. Mais cette croissance s'effectue brutalement au milieu des années 1990. Paradoxalement, le journal de Paris des années 1980 ne reflète pas cette utilisation croissante du quartier dans les politiques de la ville. Cela ne suffit donc pas à expliquer cette évolution.

### 1.2 L'impact, à Paris, d'enjeux nationaux

La faible utilisation du quartier de 1981 jusqu'au début des années 1990 peut s'expliquer par des enjeux nationaux. L'élection présidentielle de 1981 inaugure une période où les sujets du journal municipal sont souvent d'échelle nationale. Le quartier n'y a que peu de place. Jacques Chirac, premier maire élu de Paris, marque par ses éditoriaux des ambitions nationales : premier ministre de mars 1986 à mai 1988, il se présente aux élections présidentielles de 1988. Les légères baisses constatées durant cette période correspondent parfaitement aux élections d'ordre national : en 1981 et 1988, présidentielles et législatives ; en 1986, en 1992-1993, élections législatives et régionales. La légère remontée de 1989 correspondant aux municipales.

Les politiques de décentralisation ne renforcent pas le rôle du quartier, dans la première période, à Paris. La région devient un échelon électif en 1986 : apparaissent des pages « région Ile de France » prises en partie sur les informations plus locales. L'arrondissement, devenu territoire d'élection avec la loi Paris Lyon Marseille de 1982, devient une échelle infra municipale privilégiée et prend peu à peu la place qu'occupait le quartier avant 1981.

De même, la politique de la Ville ne trouve que peu d'échos : aucune mention n'est faite de quartiers « sensibles », « dégradés », « en difficultés ». Cette période correspond aux grands travaux dans Paris : pouvoir national et autorités municipales promeuvent Paris, capitale internationale, pôle d'excellence et de prospérité au sein de l'agglomération parisienne, à l'heure où certaines banlieues sont largement stigmatisées (Jaillet, 1997). De nombreuses pages sont consacrées à la promotion de Paris comme « métropole internationale », où les quartiers réaménagés sont posés en modèle.

Enfin, ces enjeux nationaux ne sont pas sans lien avec la vie politique locale. En effet, l'élection de François Mitterrand coïncide avec un net reflux des comités et des manifestations de quartier. Ceux-ci, généralement animés par un milieu associatif traversé et soutenu par des mouvements de gauche, disparaissent totalement du journal municipal, une fois la campagne politique achevée.

### 1.3 Les évolutions du paysage politique parisien

Le tournant de 1994-1996 dans l'utilisation du quartier correspond aux premières évolutions d'un système municipal mis en place en 1977. La campagne des élections municipales de 1995 semble être un pivot majeur dans le rôle conféré aux quartiers. Le retrait de Jacques Chirac au profit de Jean Tiberi, aux ambitions plus nettement locales et la poussée des partis de gauche (socialistes et verts) semblent en être à l'origine. A droite, la politique des « quartiers tranquilles » initiés en 1994 et à gauche, l'instauration dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de premiers conseils et d'une régie de quartier en 1998, témoignent d'une plus grande place accordée aux quartiers, à gauche comme à droite, dans une vision politique de la capitale peu à peu renouvelée.

Les fluctuations très importantes durant la période 1997-2004 correspondent comme auparavant aux campagnes électorales, avec des baisses plus marquées lors des campagnes nationales, mais aussi des pics très nets (2000) pour les municipales. Le quartier devient donc un enjeu essentiel dans la politique locale, le territoire par excellence de la proximité, à l'exclusion de tout autre, et notamment des arrondissements. Une analyse des thématiques associées au quartier permet de préciser et d'affiner cette interprétation.

## 2 EVOLUTIONS THÉMATIQUES ET DEFINITIONS DU QUARTIER

Cette analyse thématique permet de mieux caractériser les ruptures chronologiques, de façon à mettre en évidence plusieurs conceptions du quartier. Le tableau 1, présentant la proportion des principales thématiques dans l'ensemble des articles et pour chaque période permet d'analyser les ruptures précédemment observées.

Thématiques	1981-1993	1994-1996	1997-2004	Total
Animation	25%	36%	32%	31%
Histoire & Culture	19%	26%	24%	24%
Aménagement	29%	18%	13%	23%
Equipement	14%	17%	19%	18%
Démocratie Locale	3%	8%	14%	9%
Qualité de la Vie	2%	14%	13%	9%
Circulation	5%	11%	9%	9%
Social	4%	8%	11%	8%
Economie	4%	5%	9%	7%
Sécurité	4%	2%	4%	4%
Village	3%	4%	3%	4%
Proximité	0%	1%	6%	3%
Jardin	3%	2%	3%	3%
Ecologie	1%	4%	4%	3%
Fêtes de quartier	0%	0%	6%	2%
Propreté	2%	0%	3%	2%
Identité	0%	3%	4%	2%

Tableau 1 Evolutions des thématiques associées au quartier

La fréquence générale des thèmes montre un assez net déséquilibre entre des catégories majeures (animation, histoire & culture, aménagement, équipement), des catégories assez fréquentes (démocratie locale, qualité de la vie, circulation, social, économie, sécurité) et des catégories rares (proximité, écologie, fêtes de quartier, propreté, identité). On doit toutefois nuancer ce constat en suivant l'évolution des catégories au cours du temps. Si les thèmes de l'animation et de l'histoire restent relativement importants tout au long de la période, celui de l'aménagement connaît un véritable effondrement durant les années 1997-2004. Inversement, la démocratie locale, le social, la proximité, les écoles ou les fêtes connaissent une forte poussée durant cette dernière phase.

Cette évolution thématique confirme l'hypothèse d'une période 1981-1993 entièrement tournée vers l'aménagement et l'embellissement de Paris, tandis que les périodes suivantes voient grandir des préoccupations plus sociales et économiques répondant à la crise économique que connaît Paris. On voit aussi apparaître un nouvel intérêt pour une certaine qualité de vie, les équipements de proximité, l'environnement (circulation, jardins, écologie, propreté) et la restauration du lien social, perçu en crise (village, fêtes de quartier, identité). La place accordée à l'histoire et la culture montre également, notamment dans la période 1994-1996, une valorisation croissante du quartier comme élément patrimonial. La dernière période est particulièrement marquée par la montée du thème de la démocratie locale (les conseils de quartier sont institués en 2001 dans l'ensemble des arrondissements). Cette dernière période semble donc voir apparaître une nouvelle vision du quartier.

### 2.1 Une nouvelle définition du quartier, entre technique et politique

Une analyse en composante multiples<sup>3</sup> sur un tableau croisant l'ensemble des thématiques et les articles où apparaît au moins une occurrence « quartier » permet de dégager des associations de thèmes de façon à définir des conceptions différentes du quartier.

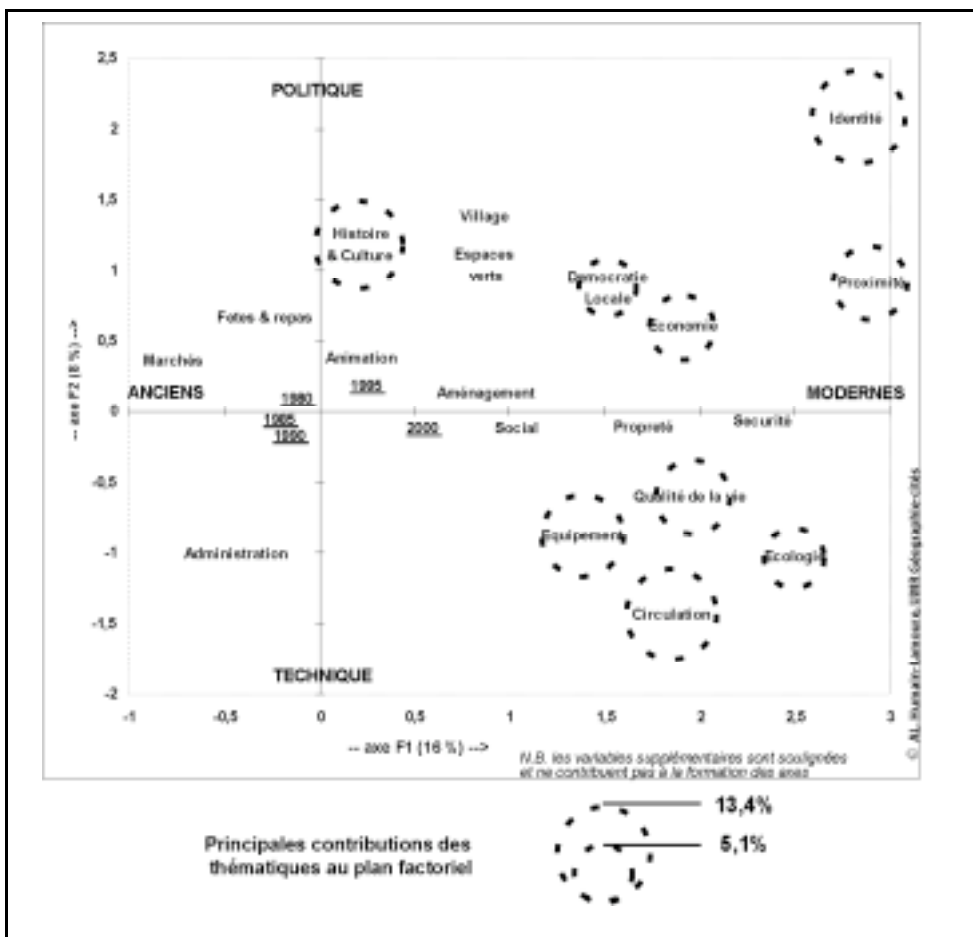


Fig. 2 Le quartier nouveau : technique ou politique ?

Une structure forte se dégage sur le premier axe factoriel, correspondant assez bien à l'évolution chronologique des thématiques associées au quartier dans le Journal de la Ville de Paris. Le fait le plus marquant est la montée en puissance générale de toutes les thématiques au cours du temps. Dans les articles des années 1980, le mot quartier était associé en général à une seule thématique alors qu'à partir des années 1990 on observe une imbrication de thèmes de plus en plus nombreux. Ces thèmes sont en outre ceux qui contribuent le plus à la construction du plan factoriel. Les thèmes traditionnels (marché, administration, fêtes, histoire et culture, animation) sont progressivement accompagnés de thématiques nouvelles comme les espaces verts, la propreté et, en fin de période, la sécurité, l'écologie, la proximité, l'identité et la démocratie locale. On peut aussi interpréter cet axe comme une opposition entre des articles « anciens » mono-thématiques (centrés sur les marchés, les fêtes ou l'administration) et des articles « modernes » polythématiques (combinant les thèmes nouveaux). L'apparition progressive de ces nouvelles thématiques, fortement associées, marque une conception de plus en plus structurée et intégrée du quartier.

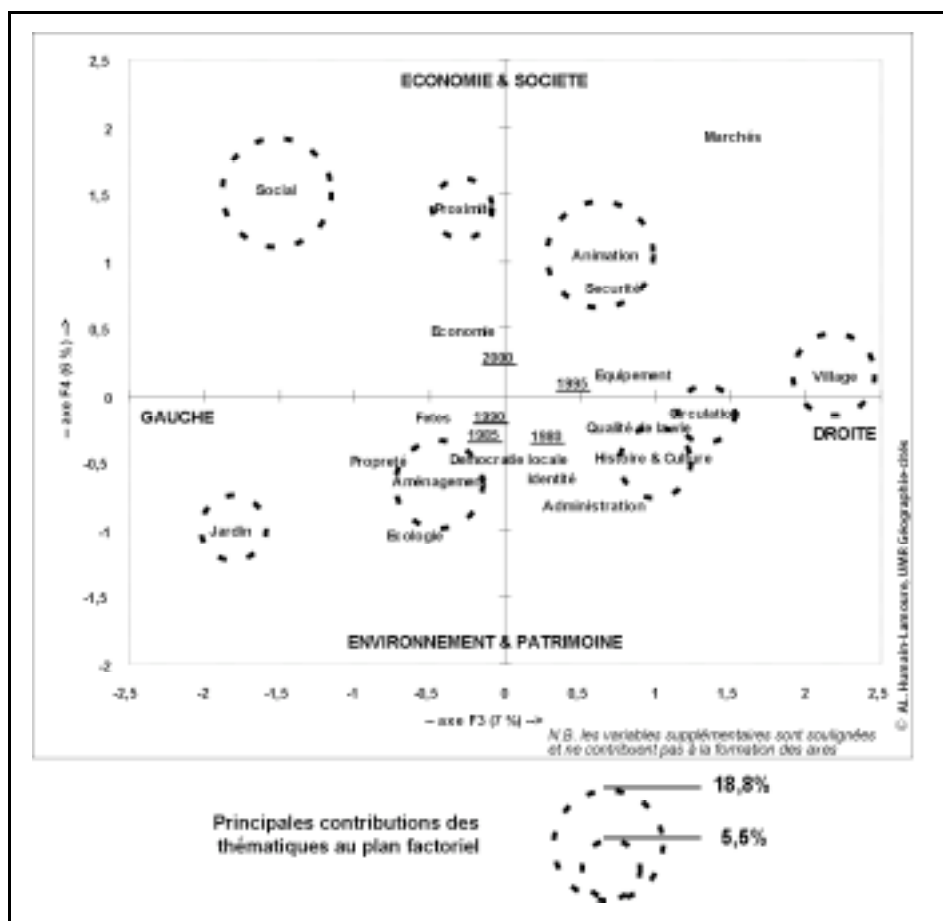
Indépendamment du facteur précédent, on trouve ici une opposition classique entre des thématiques techniques (la voirie, l'administration, l'équipement, la circulation) et des thèmes plus liés au sentiment, la perception, l'histoire, la convivialité (identité, histoire et culture, proximité, village), mais aussi plus politiques (démocratie locale, économie). Cela reflète certainement l'organisation des pouvoirs municipaux entre « ingénieurs » et « élus » et donc du journal par rubriques. Cela marque aussi deux conceptions différentes du quartier : une vision technique du territoire urbain découpé en quartiers-zones clairement défini dans un contexte d'action précis ; une approche rapportée non plus à l'espace mais aux populations qui y vivent. Les formes de l'action dans des périmètres de quartiers changent au cours du temps : les mesures classiques d'animations et d'opérations urbanistiques sont prolongées, mais se dessine aussi tout un volet social et économique pour favoriser la mixité sociale, économique et culturelle des quartiers et restaurer un « lien social ».

Ces deux conceptions semblent plus fortement s'affirmer et se distinguer au cours du temps et donc au fur et à mesure de la montée de mouvements de gauche au sein des pouvoirs municipaux élus. Y aurait-il un quartier de gauche ?

## 2.2 Le quartier : entre visions de « droite » et visions de « gauche »

Une fois éliminé les structures majeures des axes 1 et 2, on voit apparaître (fig 3) des variables qui étaient peu prises en compte sur le premier plan factoriel comme l'aménagement, le social, l'animation, les jardins, le village. Ces thèmes ne semblent pas soumis comme les précédents à des effets chronologiques marqués, même si l'axe 4 suit dans une certaine

mesure le cours du temps. On peut penser que ce plan factoriel des axes 3 et 4 est plutôt révélateur de clivages structurels dans le champ politique et philosophique.



**Fig. 3** Le quartier entre gestion et nostalgie : visions « gauche », visions de droite

L'axe 3 pourrait s'interpréter comme un clivage général Gauche/Droite. En effet, cet axe oppose parmi les thèmes les plus structurants, le social, les jardins, la proximité et l'aménagement (associé à l'écologie et la démocratie locale) d'une part, le village, l'histoire, l'animation, la circulation et dans une moindre mesure, la sécurité, d'autre part. On retrouve donc les principaux thèmes du second tour des municipales de 2001 opposant droite (UMP et tiberistes) et gauche (socialistes et écologistes). L'axe 4 pourrait quant à lui refléter un clivage secondaire entre des cultures politiques gestionnaires accordant une priorité à l'économique et au social (le PS, le PC, l'UMP) et des cultures politiques plus idéalistes ou nostalgiques accordant une priorité aux thématiques de l'environnement et du patrimoine (l'UDF, la vieille garde du RPR, les écologistes, une partie de l'extrême gauche).

Deux représentations semblent s'opposer : celle d'une unité de gestion de proximité (dont le modèle pourrait être la régie de quartier) ; celle d'une unité de communauté - unité de voisinage, d'échelle humaine, fondée sur un patrimoine environnemental ou historique. Cette dernière correspond à une représentation nostalgique choyée et indéfiniment vantée, du « comme autrefois », village ou environnement préservé, avec les vertus positives de la communauté, rapportées contradictoirement soit aux solidarités d'un groupe social homogène (au sein des courants de droite), soit à l'équilibre organique du mixage (selon un modèle républicain globalement de gauche). Il n'y aurait donc pas du quartier une définition claire et définitive de droite ou de gauche. Et c'est sans doute ce qui contribue au succès de cette notion dans la mesure où chacun peut y glisser ses valeurs phares. Cette figure du local, jamais neutre, mais ubiquiste, en se situant à la convergence de courants idéologiques de droite et de gauche, permet de militer à la fois pour un ordre social traditionnel et pour des formes locales de sociabilité et de solidarités. Certaines politiques de quartier de droite sont directement reprises à gauche : les « quartiers tranquilles » initiés par Jacques Chirac, développés par Jean Tiberi, deviennent des « quartiers verts » sous le mandat de Bertrand Delanoë. Le changement de dénomination, sans impact sur les opérations d'aménagement, ne fait que manifester la présentation idéologique des pouvoirs qui les mettent en place. Le quartier peut donc être un cadre territorial de gestion durable, dans la mesure où sa définition semble peu sensible aux alternances politiques, et ce, d'autant plus que l'approche du quartier est de plus en plus « globale », en intégrant des actions d'aménagement et d'équipement, mais aussi des opérations plus socio-économiques et environnementales.

Cependant poser le quartier comme un cadre d'action et de gestion durable suppose de pouvoir en donner un périmètre et une désignation stable. La question de la délimitation et de l'échelle de définition des quartiers est donc cruciale.

### 3 LA GÉOGRAPHIE DES QUARTIERS VUE PAR LA MUNICIPALITÉ PARISIENNE

Sur l'ensemble des occurrences « quartier » entre 1978 et 2004, 90% sont nommées et repérables. Sur 554 noms différents, 49% n'apparaissent qu'une seule fois. Seuls 11% ont une fréquence absolue supérieure à 10 citations et représentent 61% de l'ensemble des quartiers nommés. Ainsi, à peine une soixantaine de noms reviennent régulièrement. Cependant on observe des évolutions notables au cours du temps.

#### 3.1 Quartiers anciens, quartiers nouveaux

Pour déterminer les principales permanences et mutations de la géographie des quartiers au prisme du journal de Paris, nous avons cartographié (fig. 4) les trente quartiers les plus fréquemment cités durant les périodes 1981-1993 (carte 1) et 1997-2004 (carte 2).

La répartition des quartiers de prédilection des pouvoirs municipaux se structure de manière assez forte à partir d'une opposition est/ouest de plus en plus marquée au cours du temps. Une nette dissymétrie est/ouest visible dès les années 1980 s'accroît encore dans la période 1997-2004 où quatre (Champs-Élysées, 16<sup>e</sup> arrondissement, Monceau, Epinettes) des cinq quartiers de l'ouest parisien n'apparaissent plus, tandis que montent à l'est de nouveaux quartiers (Faubourg St Antoine, St Blaise, Bas Belleville, Paris Rive Gauche). Cette migration des quartiers fréquemment cités peut en partie s'expliquer par la volonté affichée d'un « rééquilibrage à l'est » qui passe par un investissement plus important dans l'aménagement de nouveaux quartiers (Paris Rive Gauche) et des grandes opérations de rénovation (Faubourg St Antoine, Bas-Belleville, St Blaise). On voit également le renforcement ou l'apparition à l'est de quartiers, de plus en plus prisés, dans un processus de gentrification des espaces orientaux (Ménilmontant, St Martin, Butte aux Cailles). Ces quartiers souvent qualifiés de « populaires », idéalisés et mythifiés, sont posés en modèle (Estèbe, 2004 : 117).

Apparaît en second lieu une organisation centre/périphéries qui s'atténue légèrement à partir de 1997. Durant la période 1981-1993 prédominent nettement quatre quartiers (les Halles et le Marais, Montmartre, Bercy) qui concentrent à eux seuls près d'un quart des citations et autour desquels se constitue une nébuleuse de quartiers. Un premier noyau central, prédominant, se structure autour des Halles et du Marais, se concentrant dans les six premiers arrondissements ; deux ensembles périphériques, moins concentrés s'organisent autour de Bercy et Montmartre ; un troisième noyau périphérique se dessine autour de Belleville/Ménilmontant. Sur la période 1997-2004, on retrouve en grande partie cette structure, cependant les quatre quartiers « phare » ont perdu de leur prédominance : le noyau central tend à se déconcentrer en direction des 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements, tandis que la nébuleuse autour de Bercy se resserre autour de la zone d'aménagement de Paris Rive Gauche. La nébuleuse Belleville s'étoffe d'un nouveau quartier et apparaît plus fréquemment. Cette déconcentration du noyau central au profit d'espaces intermédiaires, autant que le renforcement du pôle de Belleville, semblent suivre les fronts de gentrification successifs (Mouffetard, puis Plaisance au sud, Faubourg St Antoine, Grands Boulevards, St Martin, Belleville au nord est).

#### 3.2 Echelles et périmètres du quartier

On constate une diversification croissante des noms au cours du temps : 216 noms différents sur la période 1981-1993, 429 sur la période 1997-2004, pourtant plus courte. Se révèlent des quartiers totalement nouveaux : Thermopyles-Duvernet ou Pernety, par exemple, nouveaux découpages des conseils de quartier, ou Oberkampf, devenu quartier très prisé (Fleury, 2003). Apparaissent aussi de nouvelles dénominations proches de quartiers déjà cités auparavant : Ste Marthe-Jean Moinon, Ste Marthe-Fontaine au Roi, Ste Marthe-Orillon, Montorgueil-St Denis, Bas-Belleville (fig. 4). A des périmètres plus anciens ou des quartiers historiques peu ou pas délimités s'ajoutent de nouveaux découpages légèrement différents. Coexistent ainsi une multitude de découpages ne se superposant pas : quartiers administratifs de 1860, zones d'urbanisme (ZAC, OPAH...), zones de micro aménagement (quartiers verts, quartiers tranquilles), zones d'actions sociales (régies), conseils de quartier. Ce foisonnement pose le problème d'une gestion qui se veut, nous l'avons vu sur les thématiques, de plus en plus intégrée à l'échelle des quartiers, mais qui ne se situe pas dans les mêmes périmètres et manque par là même pour les populations, comme pour les techniciens et les politiques, de lisibilité. Les périmètres précis sont d'ailleurs rarement présentés. Cette conception mouvante du quartier semble totalement contradictoire avec l'image volontiers donnée aujourd'hui, de quartiers patrimoniaux, traditionnels, où plongent les racines de certaines formes de sociabilité, là même où les quartiers ont le plus évolué. Le manque de stabilité et de cohérence dans le temps de ces découpages pose donc le problème d'une gestion durable des espaces urbains à cette échelle.

L'approche de cette dernière est d'ailleurs tout aussi mouvante et évolutive. Dans la période 1981-1997, apparaissent régulièrement sous le terme quartier des arrondissements entiers (les 2<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements, carte 1) ou des périmètres opérationnels de taille variable (les ZAC Bercy, Châlon, Vaugirard, Reuilly). Cette vision du quartier, très large, née dans un contexte de requalification de certaines zones centrales ou d'aménagement d'ensembles périphériques, ignore la question de l'échelle. Si de vastes zones d'aménagement restent assimilées à des quartiers à partir de 1997 (Paris Rive Gauche, Batignolles, Amandiers), la définition du quartier se fait plus précise, à une échelle infra arrondissement, à la mesure le plus souvent de petites opérations d'aménagement (Montorgueil-St Denis, Mouffetard) ou des conseils de quartier (Bas Belleville). Sont de plus en plus cités des quartiers constitués autour d'axes passants et commerçants : Mouffetard, St Martin

autour du canal, le Faubourg St Antoine. Enfin, des quartiers, fréquemment cités dans les 1980 comme Belleville, le Marais ou émergents comme le Faubourg St Antoine, se trouvent de plus en plus situés à l'intersection d'arrondissements, quitte à en déplacer le centre de gravité traditionnel. Le cadre relativement strict imposé par le découpage politique et administratif des arrondissements est donc relativisé. Le quartier peut alors devenir un outil de gestion inter arrondissement notamment par la collaboration de conseils de quartier limitrophes. Mais de tels projets restent rares à l'échelle de Paris.

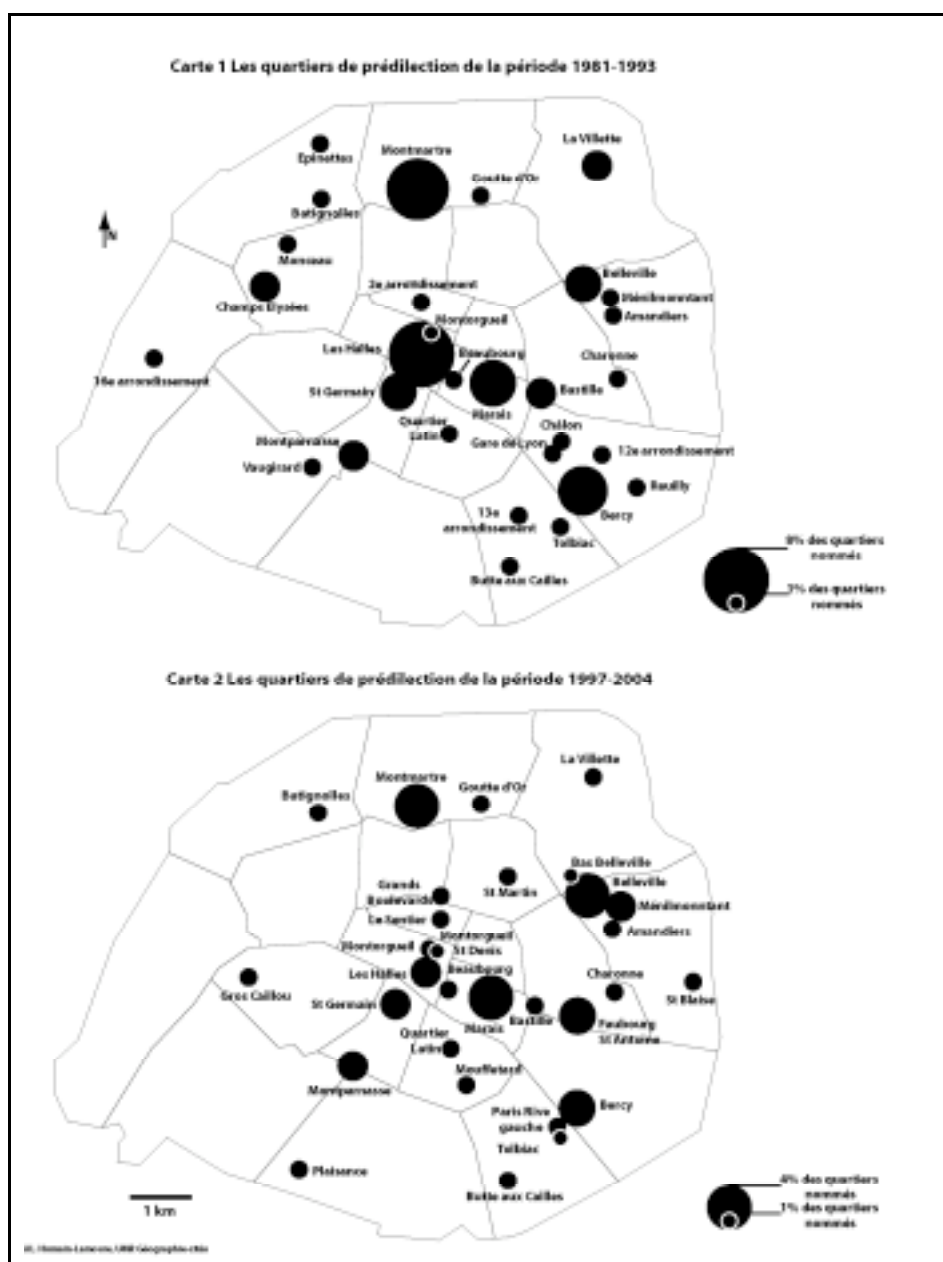


Fig. 4 Permanences et mutations dans la géographie municipale des quartiers

## CONCLUSION

La notion de quartier est de plus en plus utilisée, dans différents champs d'action politique depuis une dizaine d'années. Mais l'élaboration politique de cette notion complexe ne se fait que très progressivement depuis vingt ans et reste largement inachevée. Certes, les pouvoirs municipaux en ont une vision de plus en plus intégrée, mobilisant le quartier dans des champs d'intervention de plus en plus étendus : le quartier n'est plus une simple zone d'aménagement et d'urbanisme, mais un véritable territoire d'action économique, sociale et politique. Mais ces actions sont peu articulées, car elles reposent sur une multiplicité de découpages en quartiers à la fois politiques et techniques, rarement stables dans le temps, qui peinent donc à être investis tant par les politiques eux-mêmes que par les habitants. Perçu à différentes échelles, le quartier, devrait appeler une redéfinition de la proximité. Or cette question n'est jamais abordée. Le quartier ne semble donc pas à ce jour, au

travers des discours politiques, un véritable cadre pour une gestion durable de la ville. Trop d'ambiguïtés subsistent encore pour constituer un outil performant. Il reste bien souvent une sorte d'alibi, figure idéalisée, servant des intérêts politiques, espace mythique d'une sociabilité et d'un lien politique à retrouver. Comme si le quartier pouvait tout résoudre...

## BIBLIOGRAPHIE

- BAILLY A *et al.* (2000) *Développement social durable des villes. Principes et pratiques*, Anthropos, Paris.
- BOISSEAU JL (1996) *Stratégie et tactiques de la presse territoriale*, L.G.D.J., Paris.
- ESTEBE P (2004) *L'usage des quartiers. Action publique et géographie dans la politique de la ville*, L'Harmattan, Paris.
- FLEURY A (2003) « De la rue-faubourg à la rue « branchée » : Oberkampf ou l'émergence d'une centralité des loisirs à Paris », *Espace Géographique*, 3, pp. 239-252.
- GENESTIER P (1999). « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien. Cadre cognitif et catégorie d'action politique », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 82, pp. 142-153.
- GRAVEND J (1990) *Le journal municipal*, Ed. du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, Paris.
- JAILLET MC *et al.* (1997) *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartier dont on parle*, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- LELÉVRIER C (1997) « Politique de la ville : vingt ans de procédures et de débats », *Les cahiers de l'IAURIF, supplément Habitat*, n° 17, pp. 2-17.

---

<sup>1</sup> toute chose égale quant au nombre de numéros par an et à leur taille.

<sup>2</sup> les années 1978-1980 comportant très peu de numéros, l'analyse en est peu stable.

<sup>3</sup> L'inertie globale des axes significatifs est de 43% ce qui est relativement élevé dans ce type d'analyse factorielle.